

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

COMMUNE DE LANNEUFFRET

Mairie
Le Bourg
29800 LANNEUFFRET
Tél. : 02 98 20 84 07

RENFORCEMENT DE LA VOIRIE COMMUNALE PROGRAMME 2017

**Acte d'Engagement valant Cahier des Clauses
Administratives Particulières (CCAP)**

ACTE D'ENGAGEMENT

Maître de l'ouvrage :

Commune de LANNEUFFRET – Mairie – Bourg 29800 Lanneuffret

Objet du marché :

RENFORCEMENT DE LA VOIRIE COMMUNALE PROGRAMME 2017

Mode de passation et forme de marché :

MARCHE PUBLIC passé en PROCEDURE ADAPTEE en application de l'article 27 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances :

Monsieur André SERGENT, Maire

Ordonnateur :

Monsieur André SERGENT, Maire

Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur le Trésorier
Maison des Services Publics
59 rue de Brest
29800 Landerneau

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : CONTRACTANT	4
ARTICLE 2 : PRIX	5
ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION	5
4.1 – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	5
4.2- DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	5
ARTICLE 5 : PAIEMENT	6
ARTICLE 6 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	6
6.1 - GARANTIE FINANCIERE	6
6.2 - AVANCE	6
ARTICLE 7 : PENALITES	6
ARTICLE 8 : GARANTIES ET ASSURANCES	6
8.1 – DELAI DE GARANTIE	6
8.2 – RECEPTION DES TRAVAUX	7
8.3 – ASSURANCES	7
ARTICLE 9 : RESILIATION DU MARCHE	7
ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES	8
ANNEXE N°1 : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS	0

ARTICLE PREMIER : CONTRACTANT

<input checked="" type="checkbox"/> M/Mme			Contractant personnellement,
<input checked="" type="checkbox"/> La société			
RCS			
Représentée par			dûment habilité(e),
Adresse			
Code NAF		N° SIRET	
TVA intracommunautaire			
Le cas échéant, numéro d'inscription au tableau de l'ordre des architectes			

- ☐ agissant en tant que mandataire du groupement solidaire
☐ agissant en tant que mandataire solidaire du groupement conjoint
☐ agissant en tant que mandataire non solidaire du groupement conjoint

pour l'ensemble des prestataires groupés désignés dans l'annexe ci-jointe. et après avoir fourni les pièces prévues aux articles 44, 48, 50 et 51 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Je **m'ENGAGE ou j'ENGAGE le groupement dont je suis mandataire** sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par Le présent document, à exécuter les prestations qui me concernent, dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

Adresse électronique du candidat pour toutes les correspondances liées à la présente consultation :

@

ARTICLE 2 : PRIX

Les prix sont fermes et non révisables. Les prestations seront rémunérées par application d'un prix global forfaitaire égal à :

Offre de base (sans options) :

Prix HT :

TVA au taux de 20 % soit :

Montant TTC :

En lettres :

Option

Les candidats doivent présenter une proposition pour l'option suivante :

N° option	Libellé	Montant HT en euros	Case réservée à l'administration
1.			<input type="checkbox"/> retenue <input type="checkbox"/> non retenue

ARTICLE 3 : DELAIS D'EXECUTION

Le délai d'exécution des travaux est fixé à cinq mois.

Ces délais partent à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

ARTICLE 4 : MODALITE DE REGLEMENT DES COMPTES

4.1 – Présentation des demandes de paiements

Les demandes de paiements devront être adressées en 2 exemplaires

- soit par courriel : lanneuffret-mairie@orange.fr
- soit par courrier à l'attention de Monsieur le Maire, à l'adresse suivante : Bourg 29800 Lanneuffret

4.2- Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

ARTICLE 5 : PAIEMENT

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du ou des comptes suivants :

- *Ouvert au nom de :*
pour les prestations suivantes :
Domiciliation :
Code banque : Code guichet : N° de compte : Clé RIB :
IBAN :
BIC :

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter leurs montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur¹ :

☐ un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire;

☐ les comptes de chacun des membres du groupement suivant les répartitions indiquées en annexe du présent document.

ARTICLE 6 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

6.1 - Garantie financière

Il sera appliqué, sur les sommes dues à titre d'acompte, une retenue de CINQ POUR CENT (5 %) destinée à couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie, conformément à l'article 122 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Cette retenue de garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire ou une garantie à première demande, dans les conditions fixées par l'article 123 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Aucun règlement, acompte ou avance forfaitaire, ne pourra intervenir avant l'exécution des formalités ci-dessus.

La retenue de garantie ou la caution personnelle et solidaire ou la garantie à première demande sera restituée dans le délai et les conditions fixées par l'article 124 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

6.2 - Avance

Sans objet.

ARTICLE 7 : PENALITES

Le non respect des délais d'exécution peut entraîner, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités d'un montant forfaitaire de **30 EUROS HT** par jour calendaire de retard.

ARTICLE 8 : GARANTIES ET ASSURANCES

8.1 – Délai de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du C.C.A.G.-Travaux.

¹ Cocher la case correspondant à votre situation

Pendant le délai de garantie, indépendamment des obligations qui peuvent résulter pour lui de l'application du 4 de l'article 41 du CCAG, l'entrepreneur est tenu à une obligation dite "obligation de parfait achèvement" au titre de laquelle il doit :

- a) Exécuter les travaux ou prestations éventuelles de finition ou de reprise prévus aux 5 et 6 de l'article 41 ;
- b) Remédier à tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme à l'état où il était lors de la réception ou après correction des imperfections constatées lors de celle-ci ;
- c) Procéder, le cas échéant, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité serait apparue à l'issue des épreuves effectuées conformément au CCTP ;
- d) Remettre au maître d'œuvre les plans des ouvrages conformes à l'exécution dans les conditions précisées à l'article 40. Les dépenses correspondant aux travaux complémentaires prescrits par le maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre ayant pour objet de remédier aux déficiences énoncées aux b et c ci-dessus ne sont à la charge de l'entrepreneur que si la cause de ces déficiences lui est imputable. L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

8.2 – Réception des travaux

Les opérations de réception se dérouleront conformément aux dispositions des articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G.-Travaux.

8.3 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil selon les dispositions conformes à la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 et au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

ARTICLE 9 : RESILIATION DU MARCHE

Seules les stipulations du CCAG-Travaux relatives à la résiliation du marché sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 44 et 48 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 5 du Code du travail conformément à l'article 51 II du décret 2016-360 relatif aux marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

ARTICLE 10 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E) valant CCAP
- Le bordereau des prix (B.P.)
- Le document financier valant devis quantitatif estimatif (D.Q.E.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe : plan de situation chantier de voirie
- Le formulaire de candidature

B) Pièces générales

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux (CCAG-Travaux)
- le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés de travaux (CCTG-Travaux)
- le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation de l'accord cadre à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant de l'article 51 du décret 2016-360 relatif aux marchés publics.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original

A

Le

Signature du candidat

Porter la mention manuscrite

Lu et approuvé

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

*Est acceptée la présente offre pour valoir
marché*

A

Le

**Signature du représentant du pouvoir
adjudicateur habilité par la délibération en date
du**

ANNEXE N°1 : DESIGNATION DES CO-TRAITANTS ET REPARTITION DES PRESTATIONS

Designation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant H.T.	Taux T.V.A.	Montant T.T.C.
Raison Sociale : SIREN : Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN : Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN : Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN : Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Raison Sociale : SIREN : Code APE..... N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
	Totaux			